

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

**Arrêté de mise en demeure
NOVERGIE à Carrières-sur-Seine**

**Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011178-0002 du 27 juin 2011, modifié par les arrêtés préfectoraux du 24 octobre 2011 et 28 novembre 2013 encadrant les conditions d'exploitation de l'usine d'incinération d'ordures ménagères située 2 rue de l'Union à Carrières sur Seine et Chatou et exploitée par Novergie Île de France ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 juin 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à la visite de contrôle du 5 juin 2019;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission susvisée ;

Considérant que l'inspection a mis en évidence d'une part le débit insuffisant du réseau d'incendie qui délivre aujourd'hui 54 m³/h en simultané ,

Considérant qu'il convient de procéder en lien avec les services du SDIS à l'actualisation du calcul des besoins en eau (référentiel technique D9) et de confinement (référentiel D9A) et qu'il sera pris en considération l'hypothèse d'un incendie généralisé ;

Considérant que l'exploitant devra démontrer que les besoins en eau ainsi validés sont atteints en toutes circonstances par le réseau de défense incendie du site ;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté préfectoral pourront être adaptées conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement s'il est démontré un besoin moindre ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 7.20 de l'arrêté préfectoral 27 juin 2011 modifié par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2013 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Novergie de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

ARRETE

Article 1^{er} : La société Novergie, est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté de satisfaire aux dispositions de l'article 7.20 de l'arrêté préfectoral 27 juin 2011 modifié par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2013, pour l'exploitation de son incinérateur d'ordures ménagères situé 2 rue de l'Union à Carrières sur Seine en :

↳ actualisant et déterminant les besoins en eau sur le réseau de défense extérieur selon le référentiel technique D9 et le besoin de confinement selon le référentiel D9A, **dans un délai maximum deux mois,**

↳ réalisant les travaux nécessaires à la mise à niveau du réseau incendie et/ou de confinement des eaux polluées, **dans un délai maximum de six mois.**

Article 2 : Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>) par le destinataire de la présente décision, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à la société Novergie, et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture,
 - sous-préfet de Saint Germain en Laye,
 - maire de la commune de Carrières-sur-Seine,
 - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie,
 - directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines,
- chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Versailles, le **26 JUL. 2019**

Le Préfet,

**P/le Préfet,
Par délégation,
Le Sous-Préfet,**

Stéphane GRAUVOGEL